

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité...

Dans son discours de politique générale, le Premier ministre fait le choix de la poursuite de la politique du président de la République qui a échoué et a été massivement sanctionnée dans les urnes par les Françaises et les Français.

Une boussole est au cœur des annonces de Michel Barnier : mener une politique d'austérité confirmant que les deux tiers de la réduction du déficit public, plus de 20 milliards d'euros, seront assurés par la réduction des dépenses de l'Etat et des collectivités, affaiblissant ainsi les services publics de proximité et l'ensemble de notre économie. Il confirme ainsi un cap : servir le capital, au détriment du travail et de la réponse aux besoins des Français et des Françaises en métropole comme dans les Outre-Mer, des TPE-PME dont le nombre de faillites atteint un record, et des collectivités dont les ressources ne cessent d'être amputées.

Les salariés, leurs salaires et retraites, sont les grands absents de cette déclaration.

Des millions de salariés demandent de véritables hausses de salaire pour un travail qui paie, et ils obtiennent pour seule réponse une revalorisation minimale anticipée du Smic et les fausses recettes libérales que sont l'intéressement et la participation salariée.

Des millions de salariés demandent l'abrogation de la réforme des retraites, et celle-ci est rejetée par le Premier ministre qui confirme qu'aucun moyen supplémentaire ne sera dégagé au nom de « l'équilibre financier ».

Quant aux enseignants et soignants mobilisés au quotidien au service de nos concitoyennes et concitoyens, ils n'obtiennent rien d'autre qu'une vague promesse de renforts de bénévoles retraités ! Et aucune mesure n'est annoncée pour l'avenir de la jeunesse du pays, traitée sous le seul angle de la délinquance, celle-ci se voit stigmatisée et la justice des mineurs menacée de destruction.

En matière d'immigration, le Premier ministre cède à l'argumentaire du Rassemblement national, comme en témoigne notamment sa volonté de renforcer Frontex et ses pratiques contraires aux droits humains.

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2478 – Jeudi 3 octobre 2024

Pire, le Premier ministre décide d'aller plus loin dans l'austérité comme en témoignent les plafonds de dépenses prévus dans le cadre du budget 2025, en baisse de 10 milliards d'euros, touchant massivement le travail et l'emploi.

Au regard de ces choix, la surtaxe sur les grandes entreprises — qui n'est en fait qu'un retour, pour une petite minorité de grandes entreprises, sur certains cadeaux fiscaux accordé par Emmanuel Macron — vise à masquer cette nouvelle cure d'austérité. L'heure est à une remise à plat total de la politique d'exonérations et d'aides publiques aux entreprises, pour servir le progrès social et écologique.

Nous combattons de toutes nos forces le choix de l'austérité. La France a besoin d'un nouveau mode de développement, éradiquant le chômage et garantissant un emploi de qualité pour tous et toutes et la formation, avantage de dépenses orientées vers une nouvelle industrialisation sociale et écologique du pays et le développement des services publics.

En matière de politique étrangère, la voix de la France ne sera pas plus forte avec Michel Barnier, alors même que la situation européenne et mondiale, les risques d'escalade en Ukraine et au Proche-Orient appellent plus que jamais une voix indépendante de la France et une diplomatie au service de la paix.

Aux côtés de nos parlementaires qui appellent à censurer ce gouvernement, le PCF salue les organisations syndicales qui ont organisé une première journée d'action interprofessionnelle ce mardi 1er octobre. Il appelle à amplifier la mobilisation pour combattre la politique du gouvernement Barnier.■

**L'Université d'automne de la Fédération des Landes
du Parti Communiste Français se tiendra le samedi 12 octobre à TARNOS
Jusqu'à 12 h au Parc de la Nature puis à la Salle Maurice Thorez
(en fonction de la météo)
pour le repas partagé et la suite des débats de l'après-midi**

Programme :

8 h 30 / 10 h 30 - **Échanges et débats sur la situation politique et notre organisation départementale.**
Introduction au débat Damien Delavoie

10 h 30 / 12 h 30 - **Municipales 2026.** Intervenant Jean Querbes.

12 h 30 - **Repas sous forme de panier partagé (chacun amène à manger et à boire et on partage)**

14 h 30 - Débat **"Quel avenir pour le Nouveau Front Populaire"** en présence de Jean-Marc Lespade et Axelle Verdière-Bargaoui

LE DEPARTEMENT INVESTIT DANS LES COLLEGES

Souhaitant favoriser la réussite éducative, l'esprit d'ouverture et le vivre ensemble, le Conseil Départemental des Landes agit sur les conditions d'émancipation des jeunes Landais.

Ainsi, dans les collèges, le Département consacre des efforts continus tant pour les bâtiments que pour apporter des outils pédagogiques modernes et performants pour les 17.500 collégiens accueillis dans les 39 collèges publics landais en cette rentrée 2024.

INVESTISSEMENT

Dans le cadre de son Programme prévisionnel d'investissement, le Département a engagé depuis le début de la mandature 34,7 Millions d'€ d'investissements dans les collèges dont 9,5 M€ dédiés à la transition énergétique, 8,5 M€ au maintien du Patrimoine (hors opérations de restructuration) et 1,7 M€ à l'hygiène et la sécurité dans les établissements (hors opérations). Ont déjà été réalisés ou sont en cours de réalisation les restructurations, extensions et rénovations énergétique dans les collèges de Saint-Paul lès Dax (1M€), Parentis-en-Born (5 M€), Saint-Pierre-du-Mont (6,45 M€), de Saint-Martin-de-Seignanx (9 M€), de Tartas (6,5 M€), de Pouillon (1,4 M€), de Gabarret (1,6 M€)... à Saint-Vincent-de-Tyrosse construction du collège et d'un gymnase neuf (25 M€) et à Peyrehorade la rénovation énergétique du collège Pays d'Orthe en partenariat avec la région (12 M€).

Dans un contexte d'inflation, le Département a, en 2024, augmenté de 5% les dotations de fonctionnement des collèges et décidé d'allouer des dotations spécifiques dédiées pour un montant total de 646.235 € afin de les accompagner face à la hausse des dépenses énergétiques.

En 2022, le Département des Landes a dépensé pour les collèges l'équivalent de 88€/habitant, contre 83 € en moyenne au niveau national (source : Direction générale des collectivités locales, février 2024).

Le numérique éducatif

Premier département

français à doter ses collégiens d'un ordinateur portable, le Conseil Départemental poursuit, depuis 2001, cette politique d'équipement individuel des élèves et de leurs enseignants, dans 39 collèges publics.

En 20 ans, la collectivité a investi plus de 102 M€ pour tous les équipements individuels mobiles, matériels mobiles de visualisation collective et les infrastructures réseaux-sécurité afin que tous les collégiens landais soient égaux face au numérique.

En 2023-2024, le Département équipait 10.408 élèves, ainsi que 1.225 enseignants et 155 personnels en ordinateur portable.

LES AIDES À DESTINATION DES JEUNES

Les bourses départementales sont destinées à alléger les frais de scolarité engagés par les familles fiscalement domiciliées dans les Landes et dont les enfants collégiens ou lycéens sont internes ou demi-pensionnaires.

Avec le Chèque sport le Département encourage la pratique sportive des plus jeunes et facilite l'inscription dans un club sportif (ou dans une association sportive scolaire relevant de l'UNSS) des élèves domiciliés dans les Landes et scolarisés en 6e. Il attribue sous la forme d'un chèque sport une aide forfaitaire de 50 € pour une première licence et dans le cas d'une 2de licence sur une autre discipline, un 2nd chèque sport d'un montant de 25 €.

Le dispositif « Culture en Herbe » conduit depuis plus de dix ans propose d'inviter, au sein d'une structure éducative landaise, un artiste ou une équipe artistique professionnelle durant une année scolaire afin d'y mener un travail de création sur le mode de la « création partagée ».

L'Opération « Un livre à tout âge » consiste à contribuer à réduire les inégalités en matière d'accès au livre et à la culture en donnant à chaque jeune landais un livre à chaque étape clés de sa vie :

- À sa naissance, un album est offert au bébé au



Les élus du groupe Communiste et Citoyen du Département Éva Belin, Sylvie Péducasse, Damien Delavoie et Jean-Marc Lespade remettent les ordinateurs aux collégiens ; occasion de rappeler ce qu'est l'institution départementale et bien sûr de rappeler les règles d'usage du matériel confié.



moment de la remise de son carnet de santé, par l'intermédiaire de la Protection Maternelle Infantile.

- En classe de CP, un ouvrage est remis à chaque élève.

Lors de son entrée au collège, chaque collégien reçoit un Chèque Lire d'un montant de 30 € afin d'encourager sa découverte autonome des lieux de lecture que sont les librairies indépendantes.

Enfin, le Pack XL c'est aussi :

- ♦ une aide au permis de conduire **jusqu'à 450 €** en contrepartie d'un engagement citoyen.
- ♦ une aide à la mutuelle étudiant jusqu'à 100€ pour les boursiers.
- ♦ une aide à la formation au BNSSA (brevet

national de sécurité et de sauvetage aquatique) en contrepartie d'un engagement citoyen mais aussi au BAFA (brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur) et au BAFD (brevet d'aptitude aux fonctions de directeur d'accueil collectifs de mineurs).

N'oublions pas que le Département a instauré le tarif unique de restauration scolaire (3€) et qu'il maintient **la gratuité des transports scolaires** pour les élèves habitant à plus de 3km de l'établissement. Par le biais d'une convention avec la Région Nouvelle Aquitaine qui en a la compétence, le Département lui verse l'aide directement soit environ 100€ d'économie pour la famille.■

Ferroviaire

Une manifestation pour que les discours soient traduits en actes

Depuis plusieurs années, on entend beaucoup parler de la nécessité d'effectuer la transition écologique dans de nombreux domaines. Au niveau des mobilités, il est reconnu que le transport ferroviaire est celui qui de loin émet le moins de gaz à effet de serre.

Dans sa réponse du 10 avril 2024 à l'interpellation du collectif 65-32-40 « Osons le Train », le ministre Patrice Vergriete, en charge des transports a écrit : « il est essentiel que chaque territoire dispose des offres de mobilité les plus adaptées à ses besoins et contribue à la transition écologique à son échelle ».

Et de poursuivre : « Le report modal vers des usages plus vertueux de l'environnement sera le fil conducteur du volet mobilité du contrat de plan Etat Région (CPER) Nouvelle-Aquitaine pour la période 2023-2027 qui est en cours d'élaboration. Il se déclinera très prioritairement en faveur du transport ferroviaire ».

Les paroles et...les actes

Si le discours gouvernemental va dans le sens des aspirations, des revendications des jeunes, des experts sur le climat, de la société française, il en va tout autrement de ses actes.

Selon le Vice-Président d'Occitanie en charge des mobilités, qui a reçu le 3 septembre les responsables du collectif « Osons le Train », dans les contrats de plan Etat-Région, il manque la moitié des financements de l'Etat français dont ses engagements financiers dans le ferroviaire sont 4 fois moins importants qu'en Allemagne.

Urgence d'investir massivement dans le ferroviaire

Selon le rapport de la Cour des comptes sur les trains régionaux : « Depuis 2017, le nombre de voyageurs par kilomètre s'est accru de plus de 50% ».

Partout où les régions font des efforts pour répondre aux besoins des populations (horaires des trains etc...), le nombre des usagers du train augmente

très sensiblement.

Si le développement du ferroviaire est nécessaire d'un point de vue social, d'aménagement du territoire, d'expansion économique pour réindustrialiser nos territoires, il l'est également pour passer à la transition écologique.

Selon le rapport « Réseau Action Climat » publié le 19 septembre 2024, toutes les régions françaises sont déjà impactées par le changement climatique.

Les répercussions se traduisent dans l'agriculture, l'eau potable, les risques de submersion le long des côtes etc...

Et ce rapport de rajouter que l'inaction dans le domaine de la transition écologique coûtera 7 points du PIB en France, soit plus de 3 fois le budget du ministère de l'Education Nationale.

Alors que l'Etat mette aujourd'hui des financements conséquents pour prévenir plutôt que d'en mettre davantage demain pour réparer les dégâts multiples du fait de son inaction !

L'action du collectif appréciée

Samedi 28 septembre au rond-point du Tréma sur la commune de Cazères-sur- l'Adour, à 40 m de la voie ferrée Morcenx-la-Nouvelle/Bagnères-de-Bigorre, en deux heures et demi, les militants du collectif ont distribué 1500 tracts. Un millier avait été diffusé quelques jours auparavant sur les marchés de Villeneuve-de-Marsan, Aire, Grenade, Mont-de-Marsan et la gare montoise.

Ces initiatives en faveur de la réouverture de cette voie ferroviaire au fret et voyageurs ont recueilli un bon accueil partout avec des encouragements à poursuivre l'action.

Cette poursuite d'action est déjà en préparation avec une initiative en Hautes-Pyrénées prévue pour le mois de novembre 2024.■

Christian Duprat

Collectif « Osons le Train »

LA RÉSISTANCE EN ARMAGNAC LANDAIS

Samedi 12 octobre - 14 h 30

Alambic des Arts

VILLENEUVE-DE-MARSAN

Projection du film « Le bataillon de l'Armagnac »

Réalisateur Jean-Luc TOVAR

(habite Auch, président de l'ANACR 32)

Suivie d'une conférence de Jacques FITAN (habite Le Houga, auteur du livre « Le Gers en résistance »)

Stopper les actions de terreur du gouvernement israélien

Le gouvernement d'extrême-droite israélien de Benjamin Netanyahu est responsable d'une campagne de bombardements contre le Liban qui ont fait plusieurs centaines de morts depuis lundi et de crimes contre des civils dignes d'organisations terroristes. A nouveau, le peuple libanais voit sa souveraineté et sa sécurité menacées par un gouvernement israélien.

Les précédentes guerres israéliennes contre le Liban l'ont pourtant prouvé : elles n'ont causé que de terribles destructions dont les peuples ont été les premières victimes, sans apporter la moindre solution politique aux problèmes du Proche-Orient.

Aujourd'hui, le gouvernement Netanyahu recherche délibérément l'escalade et la régionalisation du conflit.

Pas plus que les pogroms du 7 octobre du Hamas ne justifiaient la destruction de Gaza, les provocations du Hezbollah ou du régime de Téhéran dans la région n'autorisent en rien cette action, qui viole le droit international et tue, délibérément des civils.

Le PCF exprime sa solidarité avec les peuples victimes de cette guerre de Netanyahu, le peuple libanais, le peuple palestinien et le peuple israélien.

Le PCF condamne tout acte d'escalade et toute action de guerre. La guerre au Liban, comme le risque grandissant de génocide à Gaza et les crimes de l'armée et des colons en Cisjordanie doivent être arrêtés. Netanyahu doit cesser de sacrifier la vie des otages détenus par le Hamas depuis le 7 octobre. La France doit également agir pour que les auteurs de crimes de guerre, notamment les binationaux franco-israéliens impliqués, soient traduits devant la justice. Le PCF dénonce les violations répétées de l'intégrité territoriale du Liban. Les Libanais doivent pouvoir vivre dans un Etat libre, souverain, indépendant, débarrassé des ingérences étrangères, dont les frontières internationales sont respectées. C'est la condition pour qu'ils puissent retrouver la paix civile et la démocratie.

La France, aux côtés d'autres pays, appelle enfin à un cessez-le-feu au Liban. Il faut des actes concrets, pour le Liban comme pour Gaza. Il faut des pressions concrètes contre Netanyahu et son gouvernement de hors-la-loi qui commettent crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Ce pouvoir d'extrême-droite, contre lequel manifeste une très grande partie du peuple israélien, doit être stoppé.

Le PCF appelle à :

- ♦ Un cessez-le-feu immédiat, général et permanent au Liban et à Gaza,
- ♦ L'accès immédiat à l'aide humanitaire à Gaza et au Liban,
- ♦ Le retour de tous les déplacés libanais et israéliens chez eux,
- ♦ La reconnaissance immédiate et inconditionnelle par la France de l'Etat de Palestine sur les frontières de 1967, avec Jérusalem Est pour capitale, aux côtés de l'Etat d'Israël,
- ♦ La libération des otages israéliens,
- ♦ La libération des prisonniers politiques palestiniens,
- ♦ La traduction de Benjamin Netanyahu, de ses complices et des dirigeants du Hamas devant la justice internationale, comme l'a demandé le procureur général de la Cour internationale de justice (CIJ),
- ♦ Le soutien et la solidarité pour les forces progressistes et communistes au Liban qui luttent contre la corruption et le système confessionnel,
- ♦ L'arrêt de l'occupation et de la colonisation israéliennes en Cisjordanie, à Jérusalem Est et à Gaza comme l'a dernièrement exigé la CIJ.

Le PCF appelle à participer sur ces bases aux rassemblements pour un cessez-le-feu et pour la paix qui se tiendront en France ces prochains jours. ■

LE JOUEUR

Si «*Le Joueur*» n'est pas le roman le plus important de Fiodor Mikhaïlovitch Dostoïevski (écrivain russe, 1821-1881), il permet néanmoins de mettre en lumière sa personnalité. Le roman comporte aussi une satire des sociétés européennes présentées comme des sociétés opportunistes qui ne vivent que pour l'argent. Dostoïevski fut, comme le personnage de son roman, un joueur compulsif qui perdit des sommes considérables à la roulette dans les villes d'eaux allemandes, suisses ou françaises. Pendant des années, il ne parvint pas à se défaire de ce que lui-même nommait une maladie. La roulette à Macron fut la dissolution. Il espérait se refaire pour asseoir son pouvoir chancelant après les nombreux avatars de sa politique qu'il qualifiait du «en même temps» de gauche et de droite. Le coup de poker menteur semblait facile pour celui qui fut ministre sous la présidence du socialiste Hollande. Il réussit à retourner, sans trop de difficultés, des sociaux-démocrates qui avaient abandonné les valeurs sociales, anticapitalistes et pacifistes jadis défendues par Jean Jaurès jusqu'à son assassinat le 31 juillet 1914 à la veille du déclenchement de la grande boucherie de la Première guerre mondiale. Jupiter Macron jouant de son «en même temps» avec un art consommé de la communication, servait les puissances d'argent qui avaient financé sa fulgurante ascension. Tout passait comme dans du beurre avec une majorité absolue à son parti fraîchement promu «La République En Marche», superbe slogan publicitaire mais dont le sigle LREM (le roi Emmanuel Macron), détournait le sens des valeurs républicaines. Premier acte, la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) faisant engranger au nom d'un soi-disant «ruissellement» des milliards de fortune supplémentaire à des gens déjà très riches. Évidemment, ces «premiers de cordée» ne peuvent s'enrichir qu'au détriment des «premiers de corvées» sucés jusqu'à la moelle avec des salaires et pensions rognés par la flambée des prix soulevant la révolte des Gilets Jaunes violemment étouffée. La réforme du Code du Travail avec le CSE (Comité social et économique) a réduit les droits des salariés dont les CHS/CT (comités d'hygiène sécurité conditions de travail), les Comités d'Entreprises et les Délégués du Personnel. Vient la retraites à 64 ans à 43 annuités de cotisations, qui mettait en lutte les travailleurs pendant plus de 6 mois. L'abus d'articles 49-3 de la Constitution imposa sans débat les choix d'un gouvernement caporalisé au président. Ce dernier dans son «en même temps» jouait avec les idées de l'extrême droite autoritaire, raciste, xénophobe, antimusulmane et surtout antisociale. Il fit coup double par sa réélection par défaut en 2022 face à Marine Le Pen. En 2024, le RN, diabolisé en paroles, atteint des sommets d'influence aux élections européennes le 9 juin 2024. Dès l'annonce de la dissolution, en un temps record, la Gauche unie et mobilisée faisant mentir les sondages arrivant en tête le 7/07/2024 avec 193 députés au Nouveau Front Populaire et un programme politique et social comportant l'abrogation de la retraite à 64 ans, l'augmentation du SMIC à 1600€, l'ajustement des salaires, l'augmentation des salaires des fonctionnaires de 10%, des moyens pour les services publics partout et pour tous, la justice fiscale et la fin des cadeaux aux plus riches... en rupture avec les politiques précédentes et Lucie Castets fut proposée comme Première ministre. Niant le verdict des urnes, Macron l'a refusée en nommant le LR minoritaire Barnier, flanqué de ministres droitiers du parti présidentiel et du soutien d'un RN «bienveillant» en embuscade, contre la volonté populaire de changement de politique. Qu'es un jòc riscat é dangierós (C'est un jeu risqué et dangereux) ■

Roger La Mougne